## SAVARIA CORPORATION ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

## TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE LA DIRECTION RELATIF AUX ÉTATS FINANCIERS	1
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS	2
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	
États consolidés des résultats et du résultat étendu	3
États consolidés des bénéfices non répartis.	4
Bilans consolidés.	5
États consolidés des flux de trésorerie	6
Notes afférentes aux états financiers consolidés.	7

#### RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIF AUX ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés ci-joint de « **SAVARIA CORPORATION** » sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le Conseil d'administration.

Ces états financiers consolidés ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et comportent nécessairement certains montants qui sont fondés sur les estimations les plus probables et des jugements faits par la direction .

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la société s'est dotée de systèmes de contrôles comptables internes et établit des politiques et procédés adaptés à l'industrie dans laquelle elle évolue. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de la société est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le Conseil d'administration doit s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et qu'il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le Comité de vérification rencontre périodiquement la direction afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, ainsi que des questions de présentation de l'information financière. Le comité examine également les états financiers consolidés annuels et le rapport des vérificateurs externes, et fait part de ses constatations au conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers à l'intention des actionnaires. Les vérificateurs désignés par les actionnaires peuvent à leur gré rencontrer le Comité de vérification, en présence ou en l'absence de la direction.

Les présents états financiers consolidés ont été vérifiés par les vérificateurs désignés par les actionnaires, PricewaterhouseCoopers s.r.l., comptables agréés.

Marcel Bourassa

Le président du conseil et chef de la direction

Jean-Marie Bourassa C.A.

Le chef de la direction financière



PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l. Comptables agréés 1250, boulevard René-Lévesque Ouest Bureau 2800 Montréal (Québec) Canada H3B 2G4 Téléphone +1 514 205 5000 Télécopieur +1 514 876 1502

#### Rapport des vérificateurs

# Aux actionnaires de Savaria Corporation

Nous avons vérifié les bilans consolidés de **Savaria Corporation** aux 31 décembre 2007 et 2006 et les états consolidés des résultats et du résultat étendu, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 décembre 2007 et 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Pricewaterhouse coopers s.r.e./s.e.n.c.r.e.

#### Comptables agréés

Montréal, Québec Le 13 mars 2008

SAVARIA CORPORATION ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT ÉTENDU EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE

	2007	2006
CHIFFRE D'AFFAIRES	57 519 690 \$	60 298 325 \$
CHARGES D'EXPLOITATION		
Coût des marchandises vendues	43 979 192	44 266 913
Frais de vente et d'administration	10 417 605	11 461 523
Amortissement des immobilisations corporelles	522 710	601 301
Amortissement des frais de développement reportés	200 154	176 220
Amortissement des autres éléments d'actif	241 037	498 512
Radiation d'actifs (note 6)	110 004	196 871
	55 470 702	57 201 340
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	2 048 988	3 096 985
AUTRES REVENUS ET CHARGES (note 7)	(1 826 893)	350 771
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	222 095	3 447 756
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (note 20B)	(546 022)	(1 543 500)
BÉNÉFICE (PERTE) NET(TE)	(323 927) \$	1 904 256 \$
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU, APRÈS IMPÔTS	(323 )21) \$	1 704 230 ψ
•		
Gains non réalisés sur contrats de change désignés comme couvertures de flux de trésorerie	295 427	-
Gains non réalisés sur contrats de change désignés comme couvertures de		
flux de trésorerie au cours des périodes antérieures, portés au résultat net		
au cours de la période considérée	(198 980)	-
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU	96 447	-
RÉSULTAT ÉTENDU	(227 480) \$	1 904 256 \$
Bénéfice (perte) net(te) par action ordinaire de base	(0,011) \$	0,065 \$
dilué	(0,011) \$	0,064 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (note 23B)	(0,011)	υ,υυπ ψ
émis	28 283 564	29 454 272
dilué	28 370 876	29 669 077

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE

	2007	2006
SOLDE au début de l'exercice BÉNÉFICE (PERTE) NET(TE)	8 793 905 \$ (323 927)	8 300 945 \$ 1 904 256
Excédent de la valeur aux livres d'actions rachetées pour annulation	8 469 978 (988 921)	10 205 201 (759 365)
DIVIDENDES sur actions ordinaires SOLDE à la fin de l'exercice	(2 357 404) 5 123 653 \$	(651 931) 8 793 905 \$

	2007	2006
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Trésorerie et équivalents	4 714 615 \$	5 958 518 \$
Placements temporaires (note 15)	-	988 586
Débiteurs (note 9)	8 924 070	10 181 470
Stocks (note 10)	9 682 137	9 674 333
Frais payés d'avance	685 919	659 446
Contrats de change à terme	14 009	-
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	376 368	320 968
Versements exigibles sur les prêts à long terme (note 16)	102 927	160 825
Impôts futurs (note 20A)	912 221	1 642 953
	25 412 266	29 587 099
TERRAIN ET BÂTIMENT DESTINÉS À LA VENTE (notes 11 et 32)	2 846 518	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 12)	1 796 159	5 061 349
FRAIS DE DÉVELOPPEMENT REPORTÉS (note 13)	683 491	511 801
AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF (note 14)	1 222 629	1 358 123
ÉCART D'ACQUISITION	506 230	506 230
PLACEMENTS À LONG TERME (note 15)	2 719 929	-
PRÊTS À LONG TERME (note 16)	204 799	247 547
ACTIF D'IMPÔTS FUTURS (note 20A)	3 312 659	2 988 545
	38 704 680 \$	40 260 694 \$
PASSIF PASSIF À COURT TERME		
Emprunts bancaires (note 17)	940 000 \$	650 000 \$
Emprunt à court terme (note 15)	3 000 000	-
Emprunt à court terme lié à des actifs destinés à la vente (note 11)	3 750 000	-
Créditeurs (note 18)	6 820 596	7 189 372
Provision nour garanties (note 21)		
Provision pour garanties (note 21)	267 976	280 607
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 19)	244 212	770 382
	244 212	770 382
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 19)	244 212 15 022 784	770 382 8 890 361
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 19)  DETTE À LONG TERME (note 19)	244 212 15 022 784 430 962	770 382 8 890 361 4 495 170
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 19)  DETTE À LONG TERME (note 19)  PROVISION POUR GARANTIES (note 21)  PASSIF NET D'UN EDDV (note 22)	244 212 15 022 784 430 962 516 605	770 382 8 890 361 4 495 170
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 19)  DETTE À LONG TERME (note 19)  PROVISION POUR GARANTIES (note 21)  PASSIF NET D'UN EDDV (note 22)  CAPITAUX PROPRES	244 212 15 022 784 430 962 516 605 111 241 16 081 592	770 382 8 890 361 4 495 170 538 647 - 13 924 178
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 19)  DETTE À LONG TERME (note 19)  PROVISION POUR GARANTIES (note 21)  PASSIF NET D'UN EDDV (note 22)  CAPITAUX PROPRES  Capital-actions (note 23)	244 212 15 022 784 430 962 516 605 111 241 16 081 592 15 949 915	770 382 8 890 361 4 495 170 538 647 - 13 924 178 16 244 789
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 19)  DETTE À LONG TERME (note 19)  PROVISION POUR GARANTIES (note 21)  PASSIF NET D'UN EDDV (note 22)  CAPITAUX PROPRES  Capital-actions (note 23)  Surplus d'apport (note 24)	244 212 15 022 784 430 962 516 605 111 241 16 081 592 15 949 915 1 539 901	770 382 8 890 361 4 495 170 538 647 - 13 924 178 16 244 789 1 297 822
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 19)  DETTE À LONG TERME (note 19)  PROVISION POUR GARANTIES (note 21)  PASSIF NET D'UN EDDV (note 22)  CAPITAUX PROPRES  Capital-actions (note 23)  Surplus d'apport (note 24)  Bénéfices non répartis	244 212 15 022 784 430 962 516 605 111 241 16 081 592 15 949 915 1 539 901 5 123 653	770 382 8 890 361 4 495 170 538 647 - 13 924 178 16 244 789
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 19)  DETTE À LONG TERME (note 19)  PROVISION POUR GARANTIES (note 21)  PASSIF NET D'UN EDDV (note 22)  CAPITAUX PROPRES  Capital-actions (note 23)  Surplus d'apport (note 24)	244 212 15 022 784 430 962 516 605 111 241 16 081 592 15 949 915 1 539 901 5 123 653 9 619	770 382 8 890 361 4 495 170 538 647 - 13 924 178 16 244 789 1 297 822 8 793 905
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 19)  DETTE À LONG TERME (note 19)  PROVISION POUR GARANTIES (note 21)  PASSIF NET D'UN EDDV (note 22)  CAPITAUX PROPRES  Capital-actions (note 23)  Surplus d'apport (note 24)  Bénéfices non répartis	244 212 15 022 784 430 962 516 605 111 241 16 081 592 15 949 915 1 539 901 5 123 653	770 382 8 890 361 4 495 170 538 647 - 13 924 178 16 244 789 1 297 822

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Marcel Bourassa , administrateur

Jean-Marie Bourassa C.A.

### ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE

	2007	2006
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice (perte) net(te)	(323 927) \$	1 904 256 \$
Ajustements pour		
Amortissement des immobilisations corporelles	522 710	601 301
Amortissement des frais de développement reportés	200 154	176 220
Amortissement des autres éléments d'actif	241 037	498 512
Radiation d'actifs (note 6)	110 004	196 871
Dévaluation des placements dans des PCAA (note 15)	253 971	-
Impôts futurs	402 228	1 217 811
Charge de rémunération à la suite de l'attribution d'options d'achat d'actions	242 079	209 548
Variation de la provision pour frais de garantie	(34 673)	192 289
Perte à la cession d'immobilisations corporelles	9 322	83 654
Autres	405	(3 011)
Tuttes	1 623 310	5 077 451
Variation nette des éléments hors caisse du fonds	1 023 310	3 077 431
de roulement (note 5B)	643 818	(3 419 297)
		, i
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2 267 128	1 658 154
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Variation de placements temporaires	988 586	2 951 774
Variation des placements à long terme	(2 984 400)	-
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	2 750	32 762
Acquisition d'immobilisations corporelles	(216 110)	(239 602)
Frais de développement reportés	(371 844)	(296 239)
Frais de préexploitation reportés	-	(39 450)
Acquisition d'autres éléments d'actif	(115 547)	-
Augmentation des prêts à long terme	-	(113 900)
Encaissement de prêts à long terme	200 235	131 252
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 496 330)	2 426 597
	,	
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT Augmentation des emprunts bancaires	290 000	650 000
Augmentation de l'emprunt à court terme	3 000 000	030 000
Augmentation de la dette à long terme	5 000 000	500 000
Remboursement de la dette à long terme	(774 743)	(2 052 193)
Apport d'une EDDV	111 241	(2 032 173)
Dividendes sur actions ordinaires	(2 357 404)	(651 931)
Rachat d'actions pour annulation	(1 508 795)	(1 115 308)
Émission d'actions	225 000	(1 113 308)
		(2.660.422)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 014 701)	(2 669 432)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS	(1 243 903)	1 415 319
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS au début de l'exercice	5 958 518	4 543 199
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS à la fin de l'exercice	4 714 615 \$	5 958 518 \$

La trésorerie et les équivalents sont constitués de l'encaisse et de placements temporaires ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 DECEMBRE 2007 ET 2006

#### 1. NATURE DES ACTIVITÉS

Les activités de la société consistent en la fabrication, l'installation et la distribution d'ascenseurs, de plateformes élévatrices et de sièges d'escaliers pour les personnes à mobilité restreinte, ainsi qu'en la conversion et l'adaptation de véhicules automobiles pour les personnes handicapées.

#### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada et ils incluent les principales conventions comptables suivantes :

#### A) Périmètre de consolidation

Ces états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et de ses filiales ainsi que ceux d'une entité à détenteurs de droits variables (« EDDV »), soit :

31 décembre 2007	31 décembre 2006 %
,,,	,,
100	100
100	100
100	100
100	100
100	100
EDDV	s. o.
	% 100 100 100 100

Les soldes et opérations intersociétés ont été éliminés.

#### B) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et émette des hypothèses qui influencent les montants inscrits des éléments d'actif et de passif, réels ou éventuels, à la date des états financiers ainsi que les montants inscrits des produits et des charges pour les périodes de référence. Les résultats réels peuvent différer des estimations faites par la direction (voir note 15).

#### C) Conversion des devises

Les filiales américaine et chinoise sont définies comme intégrées. La société utilise la méthode temporelle pour la conversion de ses comptes et ceux de ses filiales américaine et chinoise exprimés en monnaies étrangères. Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan alors que les éléments d'actif et de passif non monétaires sont mesurés aux taux historiques. Les produits et les charges sont comptabilisés au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et les pertes de conversion sont compris dans le calcul du résultat net de l'exercice.

#### D) Constatation du chiffre d'affaires

La société constate ses ventes de produits au fur et à mesure que ceux-ci sont livrés aux clients et que les risques et avantages importants inhérents à la propriété ont été transférés.

#### E) Dépréciation d'actifs à long terme

La société révise les valeurs comptables de ses actifs à long terme en comparant la valeur comptable de l'actif ou le groupe d'actifs avec les flux monétaires futurs non actualisés prévus qui seront générés par cet actif ou ce groupe d'actifs lorsqu'un événement indique que sa valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs détenu pour utilisation est supérieure à la somme des flux de trésorerie non actualisés qui devraient provenir de son utilisation ou de sa cession éventuelle. La perte de valeur est évaluée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur basée sur le prix en vigueur sur le marché, si disponible, ou sur la méthode des flux monétaires futurs actualisés.

#### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

#### F) Impôts sur les bénéfices

La société utilise la méthode du passif fiscal préconisée par l'institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA »). Selon cette méthode, des impôts exigibles sont comptabilisés pour les impôts à payer estimatifs de l'exercice courant et des impôts futurs sont comptabilisés pour les écarts temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction des taux d'imposition et des lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui, selon ce qui est à prévoir s'appliqueront au revenu imposable des exercices au cours desquels les actifs et les passifs seront réglés ou recouvrés. Les actifs d'impôts qui proviennent des pertes reportées et des écarts temporaires sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

#### G) Trésorerie et équivalents

La trésorerie et les équivalents comprennent l'encaisse et les placements ayant une échéance initiale de moins de trois mois et sont présentés au coût, lequel se rapproche de la valeur marchande.

#### H) Placements temporaires

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur marchande.

#### I) Comptes clients

La société établit sa provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit propre à ses clients et des tendances historiques.

#### J) Stocks

Les matières premières et les sous-assemblages sont évalués au moindre du coût et du coût de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Les produits en cours et les produits finis sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des produits en cours comprend les matières premières, la main-d'œuvre directe et les frais généraux de fabrication. Le coût des produits finis est évalué selon la méthode du coût spécifique.

#### K) Immobilisations corporelles et amortissement

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes et taux annuels ou durée suivants :

	Méthodes	Taux ou durée
Bâtiment	Dégressif	4 %
Machinerie et outillage	Dégressif	20 %
Mobilier et agencements	Dégressif	20 %
Matériel roulant	Dégressif	30 %
Matériel informatique	Dégressif	30 %
Améliorations locatives	Linéaire	Durée des baux

#### L) Frais de développement reportés

Les frais reportés constitués de frais de développement sont comptabilisés au coût d'acquisition lorsqu'ils remplissent les conditions suivantes :

le produit est bien défini, la faisabilité du produit a été démontrée, la direction a l'intention de fabriquer ce produit, le marché du produit est défini et l'entreprise dispose des ressources pour mener le projet à terme. Ces frais sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans.

#### M) Autres éléments d'actif

Les autres éléments d'actif comprennent des licences d'exploitation, des listes de clients et des logiciels. Les licences d'exploitation ne sont pas amorties puisqu'elles ont une durée de vie indéfinie. Les listes de clients sont amorties linéairement selon leur durée de vie utile prévue de 2 à 10 ans. Les logiciels sont amortis dégressivement au taux de 30 % par an.

#### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

#### N) Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition n'est pas amorti, mais fait plutôt l'objet d'un test de dépréciation périodique afin de déterminer si une provision pour moins-value devrait être portée aux résultats. Cette évaluation consiste à déterminer si la valeur prévue des flux de trésorerie futurs actualisés est supérieure à la valeur comptable nette de l'unité d'exploitation. L'écart d'acquisition est évalué le 31 décembre de chaque année et lorsque se produisent certains faits ou circonstances qui pourraient entraîner une baisse de valeur permanente.

La société a réalisé des tests de dépréciation sur la valeur comptable de l'écart d'acquisition au 31 décembre 2007. Elle a conclu qu'aucune provision pour moins-value ne doit être constatée.

#### O) Montant par action

Le bénéfice net de base par action est fondé sur la moyenne pondérée de l'ensemble des actions ordinaires émises et en circulation, et est obtenu en divisant le bénéfice net attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le bénéfice net dilué par action est obtenu en divisant le bénéfice net de base attribuable aux actionnaires par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires servant au calcul du bénéfice net de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises si toutes les options d'achat d'actions ordinaires potentiellement dilutives en circulation étaient converties selon la méthode du rachat d'actions.

#### P) Rémunération à base d'actions

La société comptabilise selon la méthode de la juste valeur toutes les attributions d'options d'achat d'actions aux salariés et aux administrateurs de la société. Selon la méthode de la juste valeur, le coût de rémunération rattaché aux attributions à des salariés qui prévoient le règlement en espèces est constaté sur le délai d'acquisition des droits à chaque exercice dans les frais d'exploitation. Lorsque les options d'achat d'actions sont exercées, le capital-actions est crédité de la somme de la considération payée plus la portion correspondante précédemment comptabilisée.

#### Q) Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont des contrats qui exigent ou permettent l'échange de flux de trésorerie ou de paiements calculés par l'application de certains taux ou indices, ou variations de ceux-ci, à des montants contractuels théoriques. La société utilise des instruments dérivés dans la gestion de ses risques de change et non à des fins de spéculation.

Pour qu'un dérivé soit admissible à la comptabilité de couverture, la relation de couverture doit être désignée et documentée en bonne et due forme dès sa mise en place. La documentation doit comprendre l'objectif et la stratégie spécifiques de gestion des risques, l'actif, le passif ou les flux de trésorerie spécifiques qui sont couverts, ainsi que la façon dont l'efficacité de la couverture sera appréciée. Le dérivé doit compenser efficacement les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie attribuables au risque couvert, tant à la mise en place de la relation de couverture que pendant la durée de celle-ci.

La société gère son exposition au risque de change à l'égard des ventes prévues en dollars US par l'utilisation de contrats à terme. Les gains et les pertes sont comptabilisés lorsque la vente désignée est constatée et ils sont portés au poste Chiffre d'affaires.

#### 3. MODIFICATIONS COMPTABLES

#### A) 2007

Le 1<sup>er</sup> janvier 2007, la société a adopté les recommandations des chapitres suivants du Manuel de l'ICCA:

Chapitre 3855 : Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

Ce chapitre décrit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des instruments dérivés non financiers.

Ce chapitre exige que :

- i) tous les actifs financiers soient évalués à leur juste valeur, compte tenu de certaines exceptions comme les prêts et les placements lorsqu'ils sont classés comme détenus jusqu'à leur échéance;
- ii) tous les passifs financiers soient évalués à leur juste valeur lorsqu'il s'agit de dérivés ou lorsqu'ils sont classés comme détenus à des fins de transaction. Tous les autres passifs financiers sont évalués à leur valeur comptable;

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 DECEMBRE 2007 ET 2006

#### 3. MODIFICATIONS COMPTABLES (suite)

iii) tous les instruments financiers dérivés soient évalués à leur juste valeur, même lorsqu'ils sont des éléments constitutifs d'une relation de couverture.

Suivant l'adoption de ce chapitre, la société a effectué les classements suivants :

- La trésorerie et les équivalents sont classés dans les actifs détenus à des fins de transaction et sont évalués à leur juste valeur. Les gains et les pertes résultant de la réévaluation périodique sont enregistrés dans les résultats.
- Les débiteurs, les placements à long terme, les emprunts bancaires et à court terme, les créditeurs et la dette à long terme sont classés comme prêts et créances et sont évalués initialement à leur juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Chapitre 1530 : Résultat étendu

Ce chapitre décrit la manière de présenter le résultat étendu et les éléments qui le composent. Le résultat étendu correspond à la variation de l'actif net d'une entreprise découlant d'opérations, d'événements et de circonstances sans rapport avec les actionnaires. Il comprend des éléments qui ne seraient normalement pas inclus dans le bénéfice net, comme :

- la variation de l'écart de conversion relatif aux établissements étrangers autonomes;
- les gains ou les pertes non réalisés sur des placements disponibles à la vente.

L'ICCA a également apporté des changements au chapitre 3250 du Manuel, intitulé *Surplus*, et a renommé le chapitre 3251, *Capitaux propres*. Les modifications sur la manière de présenter les capitaux propres et les variations des capitaux propres concordent avec les nouvelles exigences du chapitre 1530, *Résultat étendu*.

L'adoption de ces chapitres a obligé la société à présenter les éléments suivants dans ses états financiers consolidés :

- le résultat étendu et les éléments qui le composent;
- les autres éléments du résultat étendu cumulés et les éléments qui le composent.

Chapitre 3865: Couvertures

Ce chapitre comporte les exigences suivantes :

Dans le cas d'une couverture de juste valeur, les dérivés détenus aux fins de couverture doivent être inscrits à leur juste valeur et les variations de la juste valeur doivent être comptabilisées à l'état consolidé des résultats. Les variations de juste valeur des éléments couverts attribuables au risque couvert doivent aussi être comptabilisées à l'état consolidé des résultats moyennant un ajustement correspondant de la valeur comptable des éléments couverts constatés au bilan consolidé. Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur d'un instrument financier dérivé doit être inscrite dans les autres éléments du résultat étendu. Ces éléments doivent être reclassés à l'état consolidé des résultats au cours des périodes où les flux de trésorerie de l'élément couvert ont un effet sur les résultats. De même, lorsqu'une relation de couverture présente une inefficacité, celle ci doit être constatée à l'état consolidé des résultats dans les autres revenus de trésorerie et de marchés financiers

L'application de cette nouvelle norme a eu pour effet de créer des pertes non réalisées sur contrats de change à l'adoption du chapitre (voir note 25).

Chapitre 1506: Modifications comptables

Ce chapitre établit les critères de changement des méthodes comptables, ainsi que le traitement comptable et l'information à fournir relative aux changements de méthodes comptables, aux changements d'estimations comptables et aux corrections d'erreurs.

### B) Modifications comptables futures

En décembre 2006 et en janvier et juin 2007, l'ICCA a publié les cinq normes comptables suivantes : le chapitre 1400, *Normes générales de présentation des états financiers*, le chapitre 1535, *Informations à fournir concernant le capital*, le chapitre 3862, *Instruments financiers – informations à fournir*, le chapitre 3863, *Instruments financiers – présentation*, et le chapitre 3031, *Stocks*. Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour la société le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

#### 3. MODIFICATIONS COMPTABLES (suite)

Chapitre 1400 : Normes générales de présentation des états financiers

Ce chapitre a été modifié de façon à préciser les exigences en matière d'évaluation et de présentation de la capacité d'une entité à poursuivre ses activités selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation.

Chapitre 1535 : Informations à fournir concernant le capital

Ce nouveau chapitre définit les exigences en matière d'informations à fournir sur le capital telles que les suivantes: des informations qualitatives sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital; des données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital; le fait que l'entité s'est conformée au cours de la période aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise en vertu de règles extérieures; et, si l'entité ne s'est pas conformée aux exigences en question, les conséquences de cette inapplication.

Chapitre 3862: Instruments financiers – informations à fournir et chapitre 3863: Instruments financiers – présentation

Ces nouveaux chapitres remplacent le chapitre 3861, *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*, dont les exigences en matière d'informations à fournir sont révisées et renforcées. Les exigences à l'égard du mode de présentation n'ont toutefois subi aucune modification.

Chapitre 3031: Stocks

Ce chapitre prescrit le traitement comptable des stocks en fournissant des directives sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charges.

Bien que la société en soit à évaluer l'incidence de ces nouvelles recommandations sur ses états financiers, elle ne prévoit pas que les recommandations aient une incidence importante sur sa position financière, ses résultats ou ses flux de trésorerie.

Chapitre 3064: Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En janvier 2008, l'ICCA a publié la norme suivante : le chapitre 3064, Écarts d'acquisition et actifs incorporels. Ce nouveau chapitre renforce l'approche selon laquelle les actifs sont comptabilisés seulement s'ils répondent à la définition d'un actif et aux critères de comptabilisation d'un actif. Il clarifie aussi l'application du concept de rattachement des charges aux produits, de façon à éliminer la pratique consistant à comptabiliser à titre d'actif des éléments qui ne répondent pas à la définition d'un actif ni aux critères de comptabilisation d'un actif. Le 1<sup>er</sup> janvier 2009, cette norme s'appliquera à la société de manière rétrospective avec retraitement des chiffres des périodes antérieures. La société évalue actuellement l'incidence de cette norme aux états financiers consolidés lors de sa première application.

#### 4. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

#### 2006

Le 14 septembre 2005, la société a acquis 100 % du capital-actions en circulation de Concord Elevator Holdings inc. (« Concord »), une société américaine qui détenait la totalité des actions de Concord Elevator inc. qui, elle, est une société canadienne qui œuvre dans le même secteur d'activité qu'Ascenseurs Savaria Concord inc. Cette transaction a été payée par l'émission de 4 249 984 actions, dont 750 000 actions à 1,40 \$ l'action étaient sous écrou afin de protéger la société contre des poursuites ou paiements éventuels provenant d'événements antérieurs à la date d'acquisition.

Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple, et les résultats d'exploitation ont été présentés dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition.

En 2006, la société a reçu un avis de cotisation en relation avec l'impôt sur le revenu des sociétés de Concord Elevator inc. Cet avis, se rapportant à des périodes antérieures à la date d'acquisition de la filiale, a résulté en une diminution des pertes reportées considérées pour la valorisation des impôts futurs. En contrepartie, 483 532 actions sous écrou ont été reprises. Il en a résulté une diminution des actifs d'impôts futurs de 480 733 \$ et une diminution nette de 119 187 \$ des autres éléments d'actif, pour une diminution totale du coût d'achat de 599 920 \$, représentant la valeur des actions reprises de 676 945 \$, déduction faite des frais de reprise de 77 025 \$.

La société a enregistré un crédit d'impôt à recevoir se rapportant aux exercices antérieurs à l'acquisition de Concord pour un montant de 155 000 \$. En contrepartie, les autres éléments d'actif ont été diminués du même montant.

De plus, la société a renversé une provision pour retenue à la source sur des paiements effectués à une société affiliée non résidente pour un montant de 440 327 \$, laquelle ne sera pas payée à la suite des négociations avec les autorités fiscales, ainsi qu'une provision pour indemnités de départ de 65 250 \$. En contrepartie, les autres éléments d'actif ont été diminués de 505 577 \$.

#### 4. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES (suite)

La diminution de la valeur des autres éléments d'actif décrits ci-dessus a eu comme effet d'augmenter les actifs d'impôts futurs de 213 537 \$ et, finalement, de diminuer les autres éléments d'actif du même montant.

Ces éléments sont de nature non monétaire et n'ont aucune incidence sur les flux de trésorerie; seule l'allocation du prix d'achat s'en trouve affectée.

La répartition finale du prix d'achat se détaille donc comme suit :

Actifs acquis	
Éléments d'actif à court terme	8 425 162 \$
Immobilisations corporelles	1 909 330
Éléments d'actif à long terme	36 479
Liste de clients	946 567
Licence d'exploitation	299 932
Actifs d'impôts futurs	5 433 804
Passif pris en charge	
Découvert bancaire	(583 032)
Passif à court terme	(5 747 411)
Billet à payer à Savaria Corporation	(1 009 609)
Dette à long terme	(3 359 090)
Provision pour garanties	(399 037)
Valeurs nettes identifiables acquises	5 953 095
Plus : Découvert bancaire	583 032
Moins: Valeur marchande des actions ordinaires émises (note 23A)	(5 273 033)
Moins : Ajustements autres	(11 774)
Flux de trésorerie totaux liés à l'acquisition	1 251 320 \$

#### 5. FLUX DE TRÉSORERIE

#### A. Intérêts débiteurs et impôts

Les flux de trésorerie se rapportant aux intérêts débiteurs et aux impôts se détaillent comme suit :

	2007	2006
Intérêts débiteurs versés	449 245 \$	512 484 \$
Impôts sur les bénéfices versés	31 825 \$	272 049 \$

#### B. Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement

	2007	2006
Débiteurs	1 102 271 \$	(640 830) \$
Stocks	(7 804) \$	(896 679) \$
Frais payés d'avance	(26 473) \$	297 030 \$
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	(55 400) \$	(226 164) \$
Créditeurs	(368 776) \$	(1 952 654) \$
	643 818 \$	(3 419 297) \$

#### C. Transactions non monétaires

En 2007, il y a eu plusieurs transactions non monétaires liées à des annulations d'actions (note 23A), à la conversion de soldes à recevoir en prêts à long terme (note 16) et à l'émission d'un prêt à un employé (note 23A).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 DECEMBRE 2007 ET 2006

#### 6. RADIATION D'ACTIFS

#### A) Actifs incorporels

En 2007, une licence d'exploitation d'une valeur de 10 004 \$ a été radiée. En juin 2006, des frais de préexploitation reportés d'une valeur de 146 871 \$ ont été radiés car la direction a abandonné ses activités de ventes directes en Floride. De plus, un dépôt de 50 000 \$ donné pour l'achat éventuel d'un terrain a également été radié en 2006. Ces éléments étaient de nature non monétaire et n'ont eu aucune incidence sur les flux de trésorerie.

#### B) Immobilisations

En 2007, à la suite de la fermeture de son usine de Laval, la société a dévalué des immobilisations qui ne sont plus utilisées dans ses activités d'une valeur de 100 000 \$.

#### 7. AUTRES REVENUS ET CHARGES

	2007	2006
Revenus d'intérêts et de dividendes	284 169 \$	378 907 \$
Gain (perte) de change	(926 841)	350 844
Intérêts sur la dette à long terme	(287 793)	(393 720)
Dépense d'intérêts et frais bancaires	(161 452)	(118 764)
Frais de restructuration (note 8)	(223 871)	-
Dévaluation des placements dans des PCAA (note 15)	(253 971)	-
Perte subie par une EDDV (note 22)	(164 141)	-
Charge de rémunération relative à un prêt-employé pour achat d'actions (note 23)	(107 821)	-
Perte à la cession d'immobilisations corporelles	(9 322)	(83 654)
Autres revenus	24 150	217 158
	(1 826 893) \$	350 771 \$

#### 8. FRAIS DE RESTRUCTURATION

Le tableau suivant indique les composantes de la charge de restructuration:

	2007
Indemnités de départ	171 403 \$
Autres frais	52 468
	223 871 \$

Le 21 décembre 2007, la société a procédé à la fermeture de son usine de fabrication située à Laval, Québec. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2007, la société a constaté des charges liées à cette restructuration de 223 871 \$, dont 171 403 \$ sont liés aux indemnités de départ. Le terrain et le bâtiment situés à cet emplacement ainsi que l'emprunt qui y est associé ont été reclassés comme actifs et passifs destinés à la vente (voir note 11).

#### 9. DÉBITEURS

	2007	2006
Comptes clients libellés en dollars canadiens	3 812 643 \$	4 774 612 \$
Comptes clients libellés en dollars américains	5 548 051	5 493 662
	9 360 694	10 268 274
Provision pour créances douteuses	(782 549)	(679 723)
	8 578 145	9 588 551
Taxes à la consommation à recevoir	302 792	545 898
Autres débiteurs	43 133	47 021
	8 924 070 \$	10 181 470 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

#### 10. STOCKS

	2007	2006
Matières premières et sous-assemblages	8 651 892 \$	7 935 854 \$
Produits en cours	335 451	503 363
Produits finis	694 794	1 235 116
	9 682 137 \$	9 674 333 \$

#### 11. ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE ET EMPRUNT À LONG TERME LIÉ À DES ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE

Les éléments d'actif destinés à la vente et un emprunt à court terme lié à ces actifs présentés dans le bilan s'établissent comme suit :

	2007
Actif	
Terrain et bâtiment	2 846 518 \$
Passif	
Emprunt venant à échéance en mai 2008 (note 19)	3 750 000 \$

Le 11 octobre 2007, la société a annoncé la fermeture de son usine de Laval, prenant effet le 21 décembre 2007, et le transfert de sa production à son usine de Brampton en Ontario et à celle d'un apparenté à Huizhou en Chine. Cette fermeture engendre la mise en vente de l'immeuble de Laval et du remboursement de l'emprunt qui y est associé.

#### 12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2007		
			Valeur
		Amortissement	comptable
	Coût	cumulé	nette
Machinerie et outillage	7 212 728 \$	6 204 019 \$	1 008 709 \$
Mobilier et agencements	768 941	679 852	89 089
Matériel roulant	273 705	111 672	162 033
Matériel informatique	876 029	690 435	185 594
Améliorations locatives	1 308 825	958 091	350 734
	10 440 228 \$	8 644 069 \$	1 796 159 \$

Au 31 décembre 2007, le matériel informatique inclut des actifs en vertu de contrats de location-acquisition ayant un coût de 63 070 \$ et un amortissement cumulé de 35 204 \$.

	2006		
			Valeur
		Amortissement	comptable
	Coût	cumulé	nette
Terrain	540 000 \$	- \$	540 000 \$
Bâtiment	2 769 148	376 331	2 392 817
Machinerie et outillage	7 144 029	5 920 805	1 223 224
Mobilier et agencements	762 936	658 028	104 908
Matériel roulant	285 862	73 661	212 201
Matériel informatique	826 504	621 906	204 598
Améliorations locatives	1 273 450	889 849	383 601
	13 601 929 \$	8 540 580 \$	5 061 349 \$

Au 31 décembre 2006, le matériel roulant ainsi que le matériel informatique incluent des actifs en vertu de contrats de location-acquisition ayant un coût de 97 301 \$ et un amortissement cumulé de 54 863 \$.

#### 13. FRAIS DE DÉVELOPPEMENT REPORTÉS

		2007	
Frais de développement reportés (note 30)	Coût 1 055 483 \$	Amortissement cumulé 371 992 \$	Valeur comptable nette 683 491 \$
This do do to opposite the total so	1 000 100 \$	U.1772 U	000 171 0
		2006	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Frais de développement reportés (note 30)	794 309 \$	282 508 \$	511 801 \$
		202 200 Φ	5 I I OO I 4

#### 14. AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

		2007		
			Valeur	Valeur
		Amortissement	comptable	comptable
	Coût	cumulé	nette	nette
Licences d'exploitation	299 932 \$	- \$	299 932 \$	309 936 \$
Listes de clients	983 047	249 457	733 590	918 800
Logiciels	765 973	576 866	189 107	129 387
	2 048 952 \$	826 323 \$	1 222 629 \$	1 358 123 \$
			_	

#### 15. PLACEMENTS

	2007	2006
Placements temporaires Papier commercial (valeur marchande en 2006 de 988 586 \$)	· ·	988 586 \$
•	- 3	988 380 ş
Placements à long terme		
Papier commercial adossé à des actifs émis par des tiers (valeur marchande, voir ci-dessous)	2 719 929	-
	2 719 929 \$	988 586 \$

La société détient des placements pour un montant de 2 973 900 \$ (3 000 000 \$ US) qui sont investis dans du papier commercial adossé à des actifs (« PCAA ») émis par SLATE Trust et ROCKET Trust. Ces PCAA qui avaient une cote « R1-(high) » selon Dominion Bond Rating Services (« DBRS ») au moment de leur acquisition, répondaient aux critères de placement de la société. Les échéances des PCAA que la société détient s'échelonnaient du 30 août au 5 septembre 2007. Les paiements prévus n'ont pas été effectués et il n'existe actuellement aucun marché actif pour ces PCAA.

Le marché canadien des PCAA émis par des tiers a souffert d'une crise de liquidité au milieu du mois d'août 2007, après quoi un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'Accord de Montréal (l'« Accord »), d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendus par 23 émetteurs de conduits. Les participants à l'accord ont également conclu une entente de principe au sujet de la conversion des placements en PCAA en instruments financiers à long terme assortis d'échéances correspondant aux actifs sous-jacents. Un comité d'investisseurs pancanadien a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire. Le 23 décembre 2007, on annonçait qu'un plan de restructuration devrait être complété d'ici le mois de mars 2008. La société n'est pas signataire de l'accord. La société évalue ses solutions et recours afin de récupérer la pleine valeur de ces PCAA émis par des tiers

Il y a actuellement une incertitude quant à l'incidence qu'aura le plan de restructuration retenu sur ces titres ainsi que sur l'estimation de la valeur et les mouvements des flux de trésorerie dans de telles circonstances. Par conséquent, la société a évalué, au meilleur de ses connaissances, les conditions du marché en date du 31 décembre 2007, a estimé la juste valeur de ces titres à l'aide d'un modèle d'évaluation basé sur une approche pondérée des probabilités et a présenté ces PCAA de tiers dans les placements à long terme. L'évaluation de chacun des conduits est toutefois limitée en raison du manque d'information disponible sur les actifs sous-jacents, car cette information n'a pas été divulguée par les conduits.

#### 15. PLACEMENTS (suite)

À la suite de l'évaluation, la société a enregistré une provision pour perte de valeur de 253 971 \$ (219 812 \$, déduction faite des impôts) relative aux placements dans des PCAA émis par des tiers reflétant l'estimation faite par la société de la diminution de la juste valeur de ces placements au 31 décembre 2007, laquelle comprend une provision pour sa part estimative des coûts de restructuration associés à l'accord. L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA émis par des tiers effectuée par la société au 31 décembre 2007 est entourée d'incertitude. Bien que la direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances, des modifications aux hypothèses pourraient avoir une incidence sur la valeur des titres de PCAA émis par des tiers au cours des prochains trimestres. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la juste valeur définitive de ces placements s'écarte des meilleures estimations actuelles de la direction et cet écart pourrait influer sur les résultats financiers de la société.

Le 15 octobre 2007, la société a conclu une entente de financement temporaire avec sa banque afin d'assurer la disponibilité suffisante de liquidités pour respecter ses obligations financières en attendant le règlement des placements PCAA. Les PCAA ont été mis en garantie pour cette facilité de crédit d'un montant de 3 000 000 \$ qui était entièrement utilisée au 31 décembre 2007. Celle-ci porte intérêt au taux préférentiel moins 1,5 % et doit être remboursée en totalité dès que les PCAA pourront être vendus.

#### 16. PRÊTS À LONG TERME

Prêt à long terme participatif issu d'une entente de distribution exclusive des produits de la société avec une entreprise située aux Émirats arabes unis. Le montant original du prêt est de 99 130 \$ (100 000 \$ US) versé en 2004. Le solde du prêt au 31 décembre 2007 est de 24 783 \$ (25 000 \$ US). Le prêt est remboursable en quatre versements annuels de capital, plus redevances annuelles si l'entreprise respecte certaines conditions, échéant en décembre 2008.

Prêt à long terme issu dune entente de distribution exclusive des produits de la société avec une entreprise située aux États-Unis. Le montant original du prêt est de 198 260 \$ (200 000 \$ US), dont 99 130 \$ (100 000 \$ US) ont été versés en 2005 et 99 130 \$ (100 000 \$ US) ont été versés en janvier 2006. Le solde de prêt au 31 décembre 2007 est de 158 608 \$ (160 000 \$ US). Le prêt est remboursable en dix paiements annuels égaux qui ont débuté en juin 2006.

Solde à recevoir sans intérêt sur conversion de débiteurs d'une entreprise située aux États-Unis. Le montant original du prêt résultant de la conversion effectuée en mars 2006 est de 188 757 \$ (190 414 \$ US). Le prêt a été remboursé en 2007.

Solde à recevoir avec intérêt au taux de 4,23 % sur conversion de débiteurs d'une entreprise située aux États-Unis. Le montant original du prêt résultant de la conversion effectuée en septembre 2007 est de 143 739 \$ (145 000 \$ US). Le solde du prêt au 31 décembre 2007 est de 124 335 \$ (125 426 \$ US). Remboursable en 29 versements mensuels égaux de 5 250 \$ US, capital et intérêts, débutant en septembre 2007.

Moins la portion recevable à court terme

2007	2006
24 783 \$	58 270 \$
158 608	209 772
-	140 330
124 335	_
307 726	408 372
102 927	160 825
204 799 \$	247 547 \$

Les versements exigibles sur le prêt à long terme au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

	2008	2009	2010	2011	2012	après 2012
I	102 927 \$	80 657 \$	25 012 \$	19 826 \$	19 826 \$	59 478 \$

#### 17. EMPRUNTS BANCAIRES

La société a signé une entente avec une institution financière pour une marge de crédit de 1 500 000 \$ pour sa filiale Van-Action (2005) inc. Celle-ci porte intérêt au taux préférentiel majoré de 0,5 %. Une hypothèque mobilière de Van-Action pour un montant de 3 000 000 \$ sur certains biens de la filiale, une garantie selon l'article 427 de la loi des banques sur les inventaires ainsi qu'un cautionnement de la société mère pour un montant de 250 000 \$ ont été donnés en garantie. Au 31 décembre 2007, le solde de la marge de crédit s'élève à 250 000 \$ (650 000 \$ en 2006).

De plus, la société a signé une entente avec une institution financière pour une marge de crédit de 7 000 000 \$ pour sa filiale Ascenseurs Savaria Concord inc. Celle-ci porte intérêt au taux préférentiel. Une hypothèque mobilière de premier rang de 9 075 000 \$ et un contrat de sûreté de premier rang dans la province d'Ontario, tous deux grevant l'universalité des stocks et des créances de la filliale, présents et futurs, ainsi qu'une garantie selon l'article 427 de la loi des banques sur les inventaires ont été donnés en garantie. Au 31 décembre 2007, le solde de la marge de crédit s'éleve à 690 000 \$ (non utilisée en 2006).

#### 18. CRÉDITEURS

	2007	2006
Fournisseurs et frais courus libellés en dollars canadiens	5 004 242 \$	5 259 901 \$
Fournisseurs et frais courus libellés en dollars américains et autres devises	680 547	1 026 309
Salaires et déductions à la source	572 343	191 258
Vacances courus	304 800	330 186
Dépôts clients	258 664	381 718
	6 820 596 \$	7 189 372 \$

#### 19. DETTE À LONG TERME

	2007	2006
Emprunt d'un montant original de 5 000 000 \$, 5,3 %. Une hypothèque immobilière sur un immeuble de la société ayant une valeur comptable de 2 846 518 \$ ainsi qu'une hypothèque mobilière sur l'équipement, l'outillage et le mobilier de bureau de Ascenseurs Savaria Concord Inc. ayant une valeur comptable de 265 811 \$ ont été donnés en garantie. Remboursable par versements semestriels de 250 000 \$, capital et intérêts, renouvelable en mai 2008. La dette est reclassée comme emprunt à court terme lié à des actifs destinés à la vente au 31 décembre 2007 (voir note 11).	- <b>s</b>	4 250 000 \$
Emprunt d'un montant original de 569 998 \$ (575 000 \$ US), 9,5 %. De la machinerie ayant une valeur nette comptable de 513 954 \$ a été donnée en garantie. Remboursable par versements mensuels de 11 971 \$ (12 076 \$ US), capital et intérêts, venant à échéance en décembre 2010. La dette a été remboursée par anticipation en janvier 2008.	373 709	560 178
Emprunt d'un montant original de 500 000 \$. Cet emprunt se divise en deux portions : une première portion de 250 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,0 % et une deuxième portion de 250 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,0 %. Remboursable par versements mensuels de 10 417 \$ plus les intérêts, venant à échéance en avril 2010. Une hypothèque mobilière de Van-Action pour un montant de 3 000 000 \$ sur certains biens de la filiale, une garantie selon l'article 427 de la loi des banques sur les inventaires ainsi qu'un cautionnement de la société mère pour un montant de 250 000 \$ ont été donnés en garantie.	291 666	416 667
Emprunts en vertu de contrats de location-acquisition pour un montant original total de 63 070 \$, au taux d'intérêt de 10,8 %. Du matériel informatique ayant une valeur nette comptable totale de 27 866 \$ a été donné en garantie. Remboursables par versements mensuels de 1 547 \$ jusqu'en janvier 2008 et de 403 \$ par la suite, capital et intérêts, venant		
à échéance entre janvier 2008 et décembre 2009.	9 799	38 707
	675 174	5 265 552
Versements exigibles à court terme	244 212	770 382
	430 962 \$	4 495 170 \$

#### 19. DETTE À LONG TERME (suite)

Les versements exigibles sur la dette à long terme à l'exception des contrats de location-acquisition au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2008	2009	2010	
238 977 \$	250 289 \$	176 109 \$	

Les paiements minimaux exigibles à l'égard des engagements en vertu de contrats de location-acquisition sont les suivants

Exercices se terminant les 31 décembre :	2008	5 978 \$
	2009	4 833
		10 811
Moins les intérêts (taux moyen pondéré de 10,8 %)		1 012
		9 799
Moins la portion à court terme		5 235
		4 564 \$

#### 20. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET IMPÔTS FUTURS

#### A) Impôts futurs

Les incidences fiscales des écarts temporaires qui donnent lieu à des parties importantes des actifs et des passifs d'impôts futurs sont comme suit :

	2007	2006
ACTIFS D'IMPÔTS FUTURS À COURT TERME		
Report prospectif de pertes	794 113 \$	1 470 654 \$
Provision pour garanties	83 813	84 045
Frais d'inscription à la Bourse	26 907	56 936
Provisions non déductibles	15 670	49 755
Crédits d'impôt à l'investissement	(6 407)	(20 587)
Contrats de change	(4 390)	-
Autres	2 515	2 150
	912 221 \$	1 642 953 \$
ACTIFS D'IMPÖTS FUTURS À LONG TERME		
Report prospectif de pertes	3 525 360 \$	3 170 670 \$
Provision pour stocks	220 971	263 418
Provision pour garanties	139 380	155 825
Autre passif à court terme	-	105 672
Frais d'inscription à la Bourse	26 907	55 556
Gain de change non réalisé	(15 212)	(6 100)
Immobilisations corporelles	(54 480)	(79 595)
Frais de développement reportés	149 477	(73 114)
Crédits d'impôt à l'investissement	(121 081)	-
Provision pour dévaluation – report prospectif de pertes	(425 851)	(425 851)
Autres éléments d'actif	(135 327)	(198 492)
Autres	2 515	20 556
	3 312 659 \$	2 988 545 \$

#### 20. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET IMPÔTS FUTURS (suite)

#### B) Impôts sur les bénéfices

Les provisions pour impôts sur les bénéfices se composent des éléments suivants :

	2007	2006
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	222 095 \$	3 447 756 \$
Provision pour impôts sur les bénéfices selon le taux d'imposition statutaire fédéral et provincial de 33 % (33 % en 2006)	73 291 \$	1 137 759 \$
Réduction de l'actif d'impôt futur résultant de la diminution des taux d'impôts du budget et de l'énoncé		
fédéral de 2007 (budget fédéral en 2006)	252 711	193 888
Dépenses déductibles sur le plan fiscal à concurrence de 50 %	88 077	-
Charge de rémunération à la suite de l'attribution d'options d'achat d'actions, non déductible	80 297	69 654
Avantage des pertes nettes d'exploitation d'une EDDV non constatées	54 560	-
Avantage des pertes nettes d'exploitation d'une filiale non constatées et dévaluation des pertes antérieures constatées	-	174 165
Autres	(2 914)	(31 966)
	546 022 \$	1 543 500 \$
IMPÖTS EXIGIBLES ET FUTURS		
Les impôts sur les bénéfices se détaillent comme suit :		
Exigibles	143 794 \$	325 689 \$
Futurs	402 228	1 217 811
	546 022 \$	1 543 500 \$
	_	_

#### C) Pertes reportées

Au 31 décembre 2007, la société avait des pertes nettes d'exploitation reportées canadiennes, au Québec et en Ontario, de 11 939 000 \$ (13 192 000 \$ en 2006), 12 002 000 \$ (13 309 000 \$ en 2006) et de 10 739 000 \$ (11 282 000 \$ en 2006), respectivement. Ces pertes reportées viennent à échéance à diverses dates entre 2009 et 2027.

Au 31 décembre 2007, la société avait des pertes nettes d'exploitation reportées du gouvernement fédéral américain de 843 000 \$ (850 000 \$ US) et des états de 873 000 \$ (881 000 \$ US). Au 31 décembre 2006, les montants de ces pertes reportées étaient de 851 000 \$ (859 000 \$ US) et de 889 000 \$ (897 000 \$ US), respectivement. Aucun actif d'impôts futurs n'a été comptabilisé aux livres sur ces pertes. Celles-ci viennent à échéance à diverses dates entre 2014 et 2027.

#### 21. PROVISION POUR GARANTIES

Dans le cours normal de ses activités, la société prend en charge certains frais d'entretien et de réparation en vertu des garanties offertes sur les produits qu'elle vend. Les garanties ont une durée de vingt-quatre (24) à trente-six (36) mois. Au cours de l'exercice, la société a diminué sa provision de 34 673 \$ (augmenté de 192 289 \$ en 2006). Cette charge est cumulée au passif à court terme et à long terme sous les rubriques Provision pour garanties. La direction établit cette provision en se fondant sur son expérience antérieure. Il est donc possible que les conditions changement et que cela nécessite un changement important dans les montants constatés.

#### 22. ENTITÉ À DÉTENTEURS DE DROITS VARIABLES

La société a inclus une EDDV à son périmètre de consolidation au 31 décembre 2007. L'entité en question est détenue par un apparenté à la société et cette dernière prévoit le transfert du capital-actions à la société au cours du premier semestre de 2008. L'entité, située en Chine, effectue de l'assemblage de pièces et de produits finis pour le compte de la société et de ses filiales.

#### 22. ENTITÉ À DÉTENTEURS DE DROITS VARIABLES (suite)

Le tableau ci-après indique l'incidence par poste du bilan au 31 décembre 2007 :

	2007
Actif	
Trésorerie et équivalents	10 236 \$
Stocks	74 710
Frais payés d'avance	111 440
Immobilisations corporelles	93 231
Autres éléments d'actif	2 146
	291 763 \$
Passif	
Créditeurs	131 541 \$
Revenus reportés	213 122
	344 663
Capitaux propres	
Apport d'une EDDV	111 241
Déficit (note 7)	(164 141)
	(52 900)
	291 763 \$

Les passifs constatés à la suite de la consolidation de cette EDDV ne constituent pas des droits additionnels sur les actifs généraux de la société. Ils représentent plutôt des droits sur des actifs précis de l'EDDV consolidée. Inversement, les actifs constatés à la suite de la consolidation de cette EDDV ne constituent pas des actifs additionnels qui pourraient être utilisés pour honorer les droits sur les actifs généraux de la société. De plus, la consolidation de cette EDDV n'a entraîné aucun changement dans le risque fiscal ou juridique ni le risque de crédit sous-jacents de la société.

#### 23. CAPITAL-ACTIONS

#### A) Autorisé :

Nombre illimité d'actions ordinaires avec droit de vote, participantes et sans valeur nominale Nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries Nombre illimité d'actions privilégiées de deuxième rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries

Le 14 septembre 2005, la société avait émis 4 249 984 actions ordinaires au prix de 1,40 \$ pour l'acquisition de Concord. Le prix des actions était basé sur le cours du marché en vigueur à la date d'acquisition, lequel a été escompté pour tenir compte d'une restriction de vente de deux ans dont un tiers a été libéré en septembre 2007 et les deux autres tiers pourront être libérés en septembre 2008 et 2009, respectivement. Du nombre total émis, 500 000 actions à 1,50 \$ l'action sont toujours sous écrou afin de protéger la société contre des poursuites ou paiements éventuels provenant d'événements antérieurs à la date d'acquisition.

Au premier trimestre, la société a émis 475 000 actions ordinaires à la suite de l'exercice de droits d'achat d'actions au prix de 1 \$ l'action; en contrepartie, un prêt à long terme de 250 000 \$ a été émis à un administrateur, qui est aussi un employé, générant un encaissement net de 225 000 \$. Ce prêt à long terme a été porté en diminution de l'émission de capital-actions et le nombre d'options en circulation a été augmenté de 250 000 options (note 26). Une charge de rémunération de 107 821 \$ a été calculée sur ces options, considérées comme en circulation, et inscrite au poste Autres revenus et charges. Éventuellement, le capital-actions augmentera d'un montant correspondant aux remboursements sur le prêt et le nombre d'options en circulation sera réduit en conséquence. Ce prêt porte intérêt au taux annuel de 5 % et est garanti par 200 000 actions ordinaires de la société.

#### Émis:

2007	Actions ordinaires		
	Nombre	Montant	
Solde au 31 décembre 2006	28 598 414	16 244 789 \$	
Exercice de droits d'achat d'actions	475 000	475 000	
Annulées à la suite du rachat public d'actions	(911 000)	(519 874)	
	28 162 414	16 199 915 \$	
Renversement de l'exercice de droits d'achat d'actions à la suite de l'émission d'un prêt à un employé	(250 000)	(250 000) \$	
Solde au 31 décembre 2007	27 912 414	15 949 915 \$	

#### 23. CAPITAL-ACTIONS (suite)

Le 29 septembre 2006, la société a signé un amendement à la convention d'achat d'une liste de clients dans a région de Toronto. Le prix d'achat qui a déjà été versé, a été révisé à 125 000 \$. Les 70 755 actions à 1,40 \$ qui devaient être versées ont donc été renversées entraînant une diminution des actifs incorporels de 74 057 \$ et une diminution des débiteurs de 25 000 \$.

Le 4 octobre 2006, 483 532 actions sous écrou à 1,40 \$ ont été annulées à la suite d'un ajustement du prix d'achat d'acquisition de Concord. En 2005, 4 249 984 actions avaient été émises. Le nombre total d'actions émises dans le cadre de cette acquisition est donc de 3 766 452 actions.

2006	Actions	Actions ordinaires	
	Nombre	Montant	
Solde au 31 décembre 2005	29 774 001	17 376 734 \$	
Ajustement du prix d'achat d'acquisition d'entreprise (note 4)	(483 532)	(676 945)	
Ajustement du prix d'achat d'une liste de clients	(70 755)	(99 057)	
Annulées à la suite du rachat public d'actions	(621 300)	(355 943)	
Solde au 31 décembre 2006	28 598 414	16 244 789 \$	

## B) Le tableau suivant présente le rapprochement du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation pour le calcul du bénéfice net de base et dilué par action :

	2007	2006
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	28 283 564	29 454 272
Effet des titres potentiellement dilutifs		
Options d'achat d'actions	87 312	214 805
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour le calcul du résultat dilué par action	28 370 876	29 669 077

#### 24. SURPLUS D'APPORT

	2007	2006
Solde au début de l'exercice	1 297 822 \$	1 088 274 \$
Charge de rémunération à la suite de l'attribution d'options d'achat d'actions	242 079	209 548
Solde à la fin de l'exercice	1 539 901 \$	1 297 822 \$

#### 25. CUMUL DES AUTRES ELEMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

	2007
Pertes non réalisées sur contrats de change à l'adoption du chapitre 3865, <i>Couvertures</i> , déduction faite des impôts de 43 095 \$	(86 828) \$
Variation des autres éléments du résultat étendu de l'exercice	96 447
Gains non réalisés sur contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts de 4 390 \$	9619 \$

#### 26. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Aux termes du régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains salariés et administrateurs de la société, le conseil d'administration peut, à son gré, attribuer à certains salariés et administrateurs de la société des options leur permettant d'acquérir des actions de la société. Le prix d'exercice est déterminé par le conseil d'administration. Les droits d'exercice deviennent généralement acquis dans une période variant entre un an et quatre ans à compter de la date d'attribution et les options doivent être levées dans un délai maximal de six ans, sauf en cas de retraite, de cessation d'emploi ou de décès. La valeur de chaque option est estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes avec les hypothèses ci-dessous :

	2007							
			Noml	ore d'options			Total	
	79 000	50 000	100 000	100 000	100 000	250 000	1 otai	
Taux d'intéret sans risque	4,22 %	4,22 %	4,50 %	4,62 %	3,87 %	4,23 %	4,27 %	
Rendement en dividende								
de l'action	3,99 %	3,99 %	3,99 %	3,99 %	3,99 %	3,99 %	3,99 %	
Volatilité prévue	35 %	35 %	35 %	35 %	35 %	35 %	35 %	
Durée prévue	3 ans	5 ans	3 ans	5 ans	5 ans	3 ans	de 3 à 5 ans	

	2006		
	Nombre d'options		Total
	100 000	50 000	Total
Taux d'intéret sans risque	3,88 %	4,18 %	4,00 %
Rendement en dividende			
de l'action	1,53 %	1,12 %	1,39 %
Volatilité prévue	40 %	40 %	40 %
Durée prévue	1 an	4 ans	de 1 à 4 ans

La juste valeur estimative des options attribuées en 2007 s'élève à 442 226 \$ (55 969 \$ en 2006). Cette valeur est amortie par imputation aux résultats au cours de la période d'acquisition des droits d'exercice en question.

Le coût de rémunération total de 242 078 \$ (209 548 \$ en 2006) pour les attributions d'options d'achat d'actions au profit des salariés et des administrateurs a été porté au crédit du surplus d'apport.

	2007		2006	
	Nombre	Prix	Nombre	Prix
	d'options	d'exercice	d'options	d'exercice
		moyen pondéré		moyen pondéré
En circulation au début de l'exercice	1 491 500	1,60 \$	1 448 000	1,61 \$
Attribuées	429 000	1,79 \$	150 000	1,68 \$
Exercées	(225 000)	1,00 \$	-	S. O.
Expirées	(178 000)	2,00 \$	(106 500)	1,90 \$
En circulation à la fin de l'exercice	1 517 500	1,70 \$	1 491 500	1,60 \$
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	1 004 667	1,65 \$	1 065 917	1,47 \$
	-	-	-	

Le tableau suivant résume certaines informations concernant les options d'achat d'actions pouvant être exercées après le 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

2007			2006			
Prix	Prix Nombre Durée de vie			Nombre	Durée de vie	
d'exercice		contractuelle	d'exercice		contractuelle	
		moyenne restante			moyenne restante	
1,35	100 000	4,9 ans	1,60	57 500	4,0 ans	
1,59	100 000	4,6 ans	1,65	50 000	4,7 ans	
1,60	38 333	3,0 ans	1,75	3 333	2,4 ans	
1,65	37 500	3,7 ans	1,80	25 000	4,5 ans	
1,80	25 000	3,5 ans	2,00	265 250	2,9 ans	
1,96	25 000	2,2 ans	2,07	22 000	1,7 an	
2,00	70 000	2,9 ans	2,50	2 500	1,6 an	
2,15	117 000	2,9 ans	S. O.	S. O.	S. O.	
de 1,35 \$ à 2,15 \$	512 833	3,7 ans	de 1,60 \$ à 2,50 \$	425 583	3,3 ans	

#### 27. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La société a comptabilisé un montant de 59 600 \$ (48 856 \$ en 2006) pour des services rendus par une entité dont un associé est un administrateur de la société. Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par la société et les apparentés.

#### 28. ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS

La société a conclu des ententes pour la location de certains de ses locaux ainsi que des contrats de location-exploitation pour la location de matériel roulant et d'équipements représentant un engagement total de 6 928 616 \$ (7 672 291 \$ en 2006). Les paiements minimaux futurs exigibles en vertu de ces contrats de location-exploitation calculés au 31 décembre 2007, s'établissent comme suit :

2008 - 1611908 2009 - 1639296 2010 - 1660341 2011 - 1224686 2012 - 789727 Après 2012 - 2658

#### 29. INSTRUMENTS FINANCIERS

#### Juste valeur des instruments financiers

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents, des placements temporaires, des débiteurs, des prêts à long terme, des créditeurs ainsi que de la dette à long terme se rapproche de leur juste valeur, étant donné que ces éléments viennent à échéance à court terme ou sont à des taux ne différant pas de façon importante des taux courants du marché.

#### Risque de crédit

La trésorerie et les équivalents de la société sont détenus ou émis par des institutions financières « high-credit quality ». Ainsi, la société considère que le risque de non performance de ces instruments est négligeable.

La société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et maintient des provisions pour pertes potentielles sur créances, lesquelles, une fois matérialisées, respectent les prévisions de la direction. La société n'exige généralement pas de caution.

Pour les autres créances, la société évalue, de façon continue, les pertes probables et constitue une provision pour pertes en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative (voir note 15).

La société minimise son risque de crédit en concluant des opérations avec un grand nombre de clients dans divers secteurs d'activité.

#### Risque de change

La société réalise approximativement 58 % (58 % en 2006) de son chiffre d'affaires en monnaie étrangère et est par conséquent exposée à des risques de marché liés aux fluctuations des monnaies étrangères. Afin de réduire ces risques, elle utilise des instruments financiers dérivés comme des contrats de change à terme. Ces contrats confèrent à la société l'obligation de vendre des dollars US à un taux prédéterminé.

2007 Echéance	Type	Taux de change moyen	Montants contractuels (en dollars américains)
de 0 à 12 mois	Vente	0,9935	6 000 000 \$
2006 Échéance	Туре	Taux de change moyen	Montants contractuels (en dollars américains)

La juste valeur des instruments financiers dérivés reflète en général les montants estimatifs que la société paierait ou recevrait lors du règlement des contrats à la date de clôture de l'exercice.

La juste valeur des instruments financiers s'établit comme suit :

	2007	2006
Gains (pertes) non réalisé(e)s sur contrats de change à terme	14 009 \$	(129 923) \$

Les gains et les pertes sur les instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont constatés dans les résultats pendant la même période que les opérations sous-jacentes. Les variations de la juste valeur des instruments financiers non désignés dans des relations de couverture sont constatées dans les résultats immédiatement.

#### 29. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Les gains et les pertes sur les instruments financiers ont été constatés de la manière suivante aux états financiers :

	2007	2006
Gains de change provenant des relations de couverture	225 280 \$	171 725 \$
Gains (pertes) de change sur les soldes monétaires libellés en dollars américains	(1 152 121)	179 119
Total des gains (pertes) de change constatés aux Autres revenus et charges	(926 841)	350 844
Gains (pertes) de change provenant des relations de couverture constatés au Chiffre d'affaires	410 964	(28 900)
	(515 877) \$	321 944 \$

La société ne détient ni n'émet d'instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives. Les instruments financiers dérivés font l'objet de procédures standard de contrôle en ce qui concerne les conditions de crédit, les contrôles financiers et les procédures de gestion et de surveillance de risque.

#### Risque du taux d'intérêt

Le risque auquel la société est exposé en matière de taux d'intérêt s'établit comme suit :

Encaisse CAD
Encaisse USD
Débiteurs
Prêt à long terme aux Émirats arabes unis
Prêts à long terme aux États-Unis
Fournisseurs et autres créditeurs
Emprunt à court terme
Emprunt à court terme lié à des actifs destinés à la vente

Taux préférentiel moins 2,25 %
Taux préférentiel moins 4,50 %
Non productifs d'intérêts
Sans intérêt et participatif
Entre 0 % et 4,23 %, non participatif
Aucune charge
Taux péférentiel moins 1,50 %
5,30 %

Taux préférentiel majoré de 1,00 % et entre 9,50 % et 10,80 %

#### 30. SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES

Dette à long terme

Au cours de l'exercice, la société a comptabilisé des crédits d'impôt pour la recherche et le développement s'élevant à 603 821 \$ (116 925 \$ en 2006). Ces crédits, dont 166 182 \$ n'ayant pas encore fait l'objet de cotisation par les autorités fiscales, ont été comptabilisés comme suit :

	2007	2006
En réduction des frais de développement reportés	452 767 \$	116 925 \$
En réduction des frais de vente et d'administration	151 054	-
	603 821 \$	116 925 \$

#### 31. INFORMATION SECTORIELLE

La société est structurée selon deux secteurs d'exploitation, le premier étant celui de la fabrication et de l'installation d'équipements résidentiels et commerciaux pour personnes à mobilité restreinte (Accessibilité) et le deuxième étant celui de la conversion et de l'adaptation de véhicules automobiles pour les personnes handicapées (Transport adapté).

Les conventions comptables qui s'appliquent aux secteurs isolables sont les mêmes que celles décrites dans les principales conventions comptables.

Les informations par secteur d'exploitation se détaillent comme suit:

	2007			2006		
	Accessibilité Transport adapté Total			Accessibilité	Transport adapté	Total
Chiffre d'affaires	48 907 992 \$	8 611 698 \$	57 519 690 \$	51 343 875 \$	8 954 450 \$	60 298 325 \$
Bénéfice d'exploitation	1 871 450	177 538	2 048 988	2 787 134	309 851	3 096 985
Bénéfice (perte) net(te)	(435 257)	111 330	(323 927)	1 650 203	254 053	1 904 256
Actifs	35 865 568	2 839 112	38 704 680	36 865 201	3 395 493	40 260 694
Amortissements	913 926	49 975	963 901	1 212 273	63 760	1 276 033
Dépenses en capital	206 190	9 920	216 110	214 962	24 640	239 602

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

#### 31. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

Les informations par secteur géographique se détaillent comme suit :

Immobilisations corporelles, autres éléments d'actif et

	Ventes		écart d'acquisition	
	2007 2006		2007	2006
États-Unis	30 912 313 \$	31 559 398 \$	448 627 \$	458 630 \$
Canada	22 887 455	24 406 793	3 076 391	6 457 246
Europe et autres	3 719 922	4 332 134	-	-
	57 519 690 \$	60 298 325 \$	3 525 018 \$	6 915 876 \$

#### 32. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 12 décembre 2007, la société a accepté une offre d'achat des actifs destinés à la vente. En vertu de cette entente, la société recevrait un montant de 4 900 000 \$, déduction faite des frais de vente, engendrant un gain à la cession de l'ordre de 2 053 482 \$ (1 487 908 \$, déduction faite des impôts) qui sera reconnu lors de la vente. Cette offre expire le 4 avril 2008.

#### 33. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.